



Groupement Hospitalier de Territoire 47

Etablissement support : Centre Hospitalier AGEN-NERAC

Route de Villeneuve

47923 AGEN

MAPA n°2025-011

Travaux d'étanchéité et d'embellissement du bâtiment D du Centre Hospitalier Elisabeth Désarnauts de Fumel

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Lot 0 - Généralités

Renseignements Techniques :

Groupement de Coopération Sanitaire :

M. Stéphan TREILHES

Tél : 05.53.72.22.12

Mail : stephan.treilhес@psv47.fr

Table des matières

1.	GENERALITE	3
1.1	Objet.....	3
1.2	Visite	3
1.3	Liste des lots	3
1.4	Mémoire technique à fournir	4
1.5	Prise en charge des ouvrages existants – Etat des lieux	4
1.6	Mise en place chantier	4
1.6.1	<i>Condition d'exécution des travaux</i>	4
1.6.2	<i>Comportement du personnel</i>	5
1.6.3	<i>Encadrement du chantier</i>	6
2.	PRESCRIPTION TECHNIQUES ET REGLEMENTAIRES	6
2.1	Règles d'exécution générales	6
2.2	Obligation	6
2.3	Documents techniques à fournir.....	7
2.4	Etablissement des prix.....	7
2.5	Ouvrages non décrits explicitement.....	7
2.6	Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux.....	7
3.	PRESCRIPTION POUR LA PHASE CHANTIER	8
3.1	Réunion de chantier	8
3.2	Planning d'exécution des travaux	8
3.3	Compte prorata interentreprises	9
3.4	Organisme de contrôle	9
3.5	Intervention sur site	9
	Sécurité.....	9
	Etat des lieux	10
	Dégradations sur existant.....	10
	Occupation temporaire du domaine public ou privé	10
	Dégradations causées aux voies publiques	10
	Coordination d'intervention.....	10
	Stockage des matériaux et matériels	11
	Protections travaux	11
	Nettoyage de chantier et remise en état des lieux	11
3.6	Finitions et protections des ouvrages	12
3.7	Alimentation de chantier.....	12

3.8	Horaires et intervention sur réseau électrique	12
3.9	Réception et acceptation des supports	12
4.	FIN DE CHANTIER.....	13
4.1	Organisme de contrôle.....	13
4.2	Réception des travaux.....	13
4.3	Dossier des ouvrages exécutés (DOE)	13

1. GENERALITE

1.1 Objet

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) concerne le Lot 0 Généralités dans le cadre des travaux d'étanchéité et d'embellissement dans le Bâtiment D du Centre Hospitalier de FUMEL. Ce lot comprend les prestations nécessaires à la mise en place et au bon déroulement du chantier pour les autres lots. L'ensemble des candidats devront prendre en compte le présent CCTP lot 0 Généralités.

Lieu d'exécution des travaux :

Centre Hospitalier de FUMEL
11, avenue Léon BLUM
CS 80009
47501 FUMEL CEDEX

Les dispositions générales sont complétées et précisées par les clauses techniques particulières et les décompositions du prix global et forfaitaires propres à chaque lot. En cas de conflit entre ces documents, les candidats sont tenus d'appliquer la disposition la plus restrictive.

1.2 Visite

La visite des lieux est obligatoire pour déposer une offre, conformément aux dispositions du règlement de la consultation détaillant les modalités de cette visite obligatoire.

Les candidats sont réputés, dès la remise de leur offre, avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant, de quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Aucune société ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais, en cours de travaux.

1.3 Liste des lots

Les travaux faisant l'objet du présent C.C.T.P. seront subdivisés selon le nombre de lots suivant :

LOT	Intitulé
0	Généralités
1	Etanchéité
2	Plâtrerie Faux plafond Peinture et Finition calorifuge réseaux VMC
3	Chauffage Ventilation

1.4 Mémoire technique à fournir

Les éléments techniques devront figurer dans le mémoire technique du candidat qu'il devra obligatoirement inclure dans son offre, conformément aux dispositions du règlement de la consultation.

Le candidat indiquera dans son mémoire technique les éléments suivants :

- Les références aux chantiers similaires,
- Les agréments et certifications,
- Les moyens humains et matériels affectés à ce type d'opération et l'organisation et les moyens mis en place concernant la sécurisation de chantier,
- La démarche qualité et environnementale,

Ces quatre points feront l'objet d'une note technique, conformément aux dispositions du règlement de la consultation.

1.5 Prise en charge des ouvrages existants – Etat des lieux

Avant toute exécution des travaux, un état des lieux contradictoire des ouvrages impactés et des abords de l'opération est établi entre, le représentant du maître d'ouvrage et le titulaire du marché de travaux en présence du conducteur d'opération, pour mise à disposition de l'entrepreneur des ouvrages où sont réalisés les travaux.

Le constat contradictoire est ensuite notifié au titulaire par le maître d'ouvrage.

Après exécution des travaux, le titulaire doit remettre en état les ouvrages et terrains conformément à cet état des lieux.

1.6 Mise en place chantier

1.6.1 Condition d'exécution des travaux

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que les travaux sont à réaliser en site occupé.

Le titulaire doit impérativement faire respecter à son personnel les prescriptions techniques et environnementales définies dans les documents techniques du marché.

En outre, le titulaire ne peut se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- Les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux ;
- L'exploitation normale du domaine public et des services publics ;
- L'exécution éventuelle et simultanée d'autres travaux.
- Les frais de gardiennage de chantier.

Il doit, en outre, prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux utilisateurs et aux riverains pendant la durée de l'opération toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- Bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur technique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc.) ;
- Poussières d'origines diverses, ponçages, démolitions, enlèvement de gravois (utilisation de matériel avec récupération des poussières) ;
- Détritus divers et gravois provenant de l'exécution même des travaux, stockés provisoirement dans les accès ou cheminements à l'extérieur de l'enceinte des chantiers ;
- Sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, etc.

1.6.2 Comportement du personnel

Les représentants du maître d'ouvrage, peuvent interdire l'accès ou exiger le départ immédiat de toute personne ne lui paraissant pas présenter les qualités nécessaires, notamment si elle ne semble pas avoir connaissance des obligations dont il est fait état dans cet article.

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Chaque travailleur doit être salarié d'une société autorisée à travailler sur le chantier (sous-traitant accepté par le représentant du pouvoir adjudicateur) ;
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées sur le chantier ou d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles à tenir dans le cadre du présent marché, dans l'enceinte des bâtiments de l'établissement ;
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente ;
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque ;
- Respect des consignes d'hygiène et de sécurité incendie en vigueur sur le site (permis de feu + extincteur, risque aspergillaire, risque routier, etc...)
- **Port obligatoire des Équipements de Protection Individuelle (EPI).**

Le titulaire fournit la liste nominative du personnel appelé à intervenir sur le chantier.

Par ailleurs, le personnel chargé de l'exécution des prestations doit être doté d'un vêtement de travail permettant d'identifier le prestataire pour lequel il intervient.

Les véhicules d'entreprise sont munis d'un Logotype permettant d'identifier l'entreprise ou le sous-traitant, et leur numéro de plaque de Police doit être communiqué au représentant du maître d'ouvrage.

1.6.3 Encadrement du chantier

Le titulaire fourni l'encadrement permanent du chantier, le chef de chantier, chargé de planifier et coordonner l'intervention des ouvriers, de vérifier la qualité des travaux exécutés et le respect du planning.

Le titulaire s'assure dans la passation de ses contrats, que l'encadrement de ses sous-traitants soit effectué par un chef de chantier, ou un chef d'équipe à minima.

2. PRESCRIPTION TECHNIQUES ET REGLEMENTAIRES

2.1 Règles d'exécution générales

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art, la réglementation en vigueur et les meilleures techniques et pratiques en usage.

Cela comprend notamment les règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique, les DTU, les normes, les arrêtés, recommandations et méthodes de calcul du CSTB.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le représentant de l'établissement et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront à la charge du titulaire, y compris les frais de réfection des dégâts qu'il aurait éventuellement causé.

Les quantités exprimées, les plans, les positions des appareils, les passages de réseaux sont données à titre indicatifs. L'entreprise devra vérifier l'ensemble des éléments.

Les notes de note de calculs jointes seront réalisées par le candidat et jointes au dossier de candidature.

Les variantes sont autorisées. Le candidat devra obligatoirement répondre à l'offre de base, conformément aux dispositions du règlement de la consultation.

2.2 Obligation

Le CCTP, bien qu'organisé par lots, constitue un ensemble indissociable. Chaque entreprise est tenue de prendre connaissance de l'intégralité du document et de coordonner ses travaux avec ceux des autres entreprises. L'entreprise s'engage à réaliser tous les travaux nécessaires à l'achèvement parfait de son lot, même si ceux-ci ne sont pas explicitement mentionnés dans le CCTP. Elle reconnaît avoir vérifié l'ensemble des plans et documents contractuels et s'engage à signaler toute anomalie. En cas d'omissions ou d'imprécisions, l'entreprise ne pourra prétendre à une majoration de prix, sauf accord écrit préalable du maître d'œuvre.

L'entreprise atteste avoir pris connaissance de l'ensemble des documents contractuels et avoir évalué l'intégralité des travaux à réaliser. Elle s'engage à compléter, par ses propres moyens et connaissances, les éventuelles informations manquantes ou imprécises dans les documents contractuels. En conséquence, aucun supplément de prix ne sera accordé pour des travaux résultant d'omissions ou d'imprécisions initiales. Seules les modifications écrites et signées par le maître d'œuvre pourront donner lieu à un avenant.

2.3 Documents techniques à fournir

Avec la soumission

- Notice/fiches techniques et caractéristiques du matériel proposé.
- Avis technique C.S.T.B.
- Quantitatif et estimatif dans la forme des bordereaux joints.
- Notes de calculs

Avant tout début des travaux

- Echantillons du matériel attendant une réponse favorable du maître d'ouvrage
- Références et adresse des fournisseurs.

En fin de travaux

- DOE dans les formats demandés par le maître d'ouvrage et clairement organisés où seront rigoureusement mentionnées les références strictement employées dans le cadre de cette opération (Pdf, Documents graphiques .dwg).

2.4 Etablissement des prix

L'entreprise devra présenter son offre selon le format du Décomposition des Prix Global et Forfaitaire (DPGF) fourni. L'offre devra comporter pour chaque poste : l'unité d'œuvre, la quantité, le prix unitaire et le prix total hors taxes. Les calculs devront être détaillés et vérifiables. Les prix globaux ne seront pas admis. La présentation de l'offre devra être claire, concise et conforme au modèle fourni.

2.5 Ouvrages non décrits explicitement

Le CCTP fournit une description générale des ouvrages à réaliser. L'entreprise doit compléter cette description par ses propres connaissances techniques afin de réaliser tous les travaux nécessaires à la bonne exécution du projet. Elle est responsable de la coordination de ses travaux avec ceux des autres corps de métier et s'engage à respecter les règles de l'art. En cas de divergence entre le CCTP et les réglementations en vigueur, les réglementations prévalent, même si cela entraîne des modifications par rapport aux solutions initialement prévues.

2.6 Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre, seront neufs.

Les candidats devront remettre, à la remise des offres, les fiches techniques des produits utilisés et une attestation de conformité pour chacun d'eux.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder à des contrôles de conformité des matériels, matériaux et fournitures sur le chantier avant leur mise en œuvre.

Pour les matériaux et matériels conformes aux normes ou relevant d'un avis technique, d'une qualification NF ou d'une certification, le contrôle se limitera à la vérification du marquage et au contrôle de l'aspect et de l'intégrité des produits.

En ce qui concerne les autres matériaux et matériels, l'entrepreneur devra justifier leur conformité.

Les produits qui font l'objet d'une attestation de conformité sont présumés conformes aux spécifications techniques prévues dans la réglementation en vigueur.

Les documentations techniques permettant d'attester des performances techniques et les certificats ou labels exigés dans les fiches d'opérations standardisées devront être fournies au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le titulaire n'est pas en mesure de justifier la conformité des matériaux, le maître d'ouvrage pourra faire réaliser des essais par un organisme de son choix, aux frais du titulaire. Les essais seront réalisés sur le chantier.

Tous les matériaux et matériels défectueux ou non conformes seront immédiatement remplacés à la charge du titulaire.

Les zones de stockage seront déterminées en concertation avec les services techniques de la maîtrise d'ouvrage.

L'ensemble des produits seront posés conformément aux prescriptions du fabricant.

3. PRESCRIPTION POUR LA PHASE CHANTIER

3.1 Réunion de chantier

Le maître d'œuvre définira le calendrier des réunions de chantier hebdomadaires. Ces réunions ont pour objectif de suivre l'avancement des travaux, de résoudre les problèmes techniques, de coordonner les interventions des différents corps de métier et de prendre les décisions nécessaires à la bonne exécution du chantier.

Il est tenu également d'assister aux rendez-vous exceptionnels organisés hors de ceux précités et pour lesquels il est régulièrement convoqué.

La présence du titulaire aux rendez-vous de chantier étant indispensable, son absence ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées à quelque titre que ce soit, entraîne sa responsabilité.

Le titulaire est responsable, dans le cas d'inexécution, des dispositions du présent article et des dommages en résultant.

Les réunions, discussions ainsi que les correspondances se déroulent en français. Il appartient à l'entrepreneur de désigner une personne ayant la maîtrise de la langue française.

L'organisateur de la réunion établit le compte rendu de cette réunion.

3.2 Planning d'exécution des travaux

Les candidats devront fournir un planning à la remise des offres. Le planning du candidat retenu sera revu avec le maître d'ouvrage lors de la première réunion de chantier. A l'issue de cette réunion, le planning deviendra contractuel.

Conformément au cahier des clauses administratives particulières (CCAP), des pénalités de retard seront appliquées en cas de non-respect du planning.

L'entreprise devra impérativement respecter les délais de réalisation des travaux.

Le début des travaux sera le 5 mai 2025 et une préparation de chantier de 15 jours.

L'ensemble des travaux devront être finalisés pour le 30 juin 2025.

3.3 Compte prorata interentreprises

Il ne sera pas mis en place de compte prorata.

En revanche, le titulaire du **lot 2** prévoira la mise en place des protections nécessaires au bon déroulement de chantier. Chaque entreprise devra pourvoir à ses propres besoins tant dans la gestion de ses déchets que dans l'utilisation de petites fournitures nécessaires au maintien des protections de confinement et autres tout au long de l'opération.

3.4 Organisme de contrôle

A la fin de la préparation de chantier, les documents EXE feront l'objet d'un contrôle de conformité par un organisme tiers indépendant. Les entreprises adjudicatrices devront remettre à cet organisme un dossier complet comprenant les fiches techniques, les plans EXE ainsi que les notes de calculs pour validation. Les entreprises devront prendre en compte l'ensemble des remarques du bureau de contrôle sans surplus financier.

3.5 Intervention sur site

Il sera établi entre les entreprises adjudicatrices des différents lots et le maître d'ouvrage un Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS). En collaboration avec le CSPS, Ce plan devra définir les mesures de sécurité et de prévention des risques mises en place sur le chantier.

Les titulaires du marché de travaux se doivent de vérifier la compatibilité de la solution proposée dans son offre avec les contraintes du programme et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité.

Sécurité

Respect des consignes d'hygiène et de sécurité incendie en vigueur sur le site (permis de feu + extincteur, risque aspergillaire, risque routier, etc...)

Avant et pendant le chantier, le titulaire devra réaliser une analyse des risques, en concertation avec le responsable technique ou sécurité, qui pourra être formalisée en tout ou partie sur compte(s) rendu(s) de chantier rédigé(s) par le maître d'ouvrage.

En cas de travail avec points chauds (travaux de soudure, de meulage, etc.), le titulaire devra réaliser, au moins 48h avant, un permis de feu en concertation avec le service sécurité incendie de l'établissement.

Les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et l'hygiène, sont prises par le titulaire lorsque la durée des travaux sur le chantier les rend nécessaires dans le cadre des lois et arrêtés en vigueur.

Le titulaire est directement responsable, tant envers le pouvoir adjudicateur qu'envers les tiers, des dommages de toutes natures qui pourraient survenir du fait de son personnel à l'occasion de l'exécution du marché.

Le titulaire est également responsable des accidents du travail dont son personnel pourrait être victime. Les agents doivent conserver une attitude correcte tant envers le conducteur d'opération et les occupants des lieux, que du personnel chargé des travaux.

Le conducteur d'opération, peut demander l'arrêt des travaux s'il estime que la sécurité des biens et des personnes est compromise du fait même de l'exécution de ces travaux par le titulaire.

Le conducteur d'opération se réserve le droit d'exiger le remplacement par le titulaire de tous les agents dont le comportement provoquerait des réclamations justifiées.

Le titulaire a obligation de mettre en œuvre les principes généraux de prévention suivant la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 avec son décret d'application principal n° 94-1159 du 26 décembre 1994 et l'ensemble des décrets qui existent à ce jour.

Le titulaire est réputé avoir tenu compte dans son offre et pour exécuter son marché, d'une installation de chantier comprenant les aires d'entreposage des matériaux.

Etat des lieux

Préalablement au démarrage des travaux, un état des lieux contradictoire, dans les zones concernées par les travaux est organisé en présence d'un représentant du maître d'ouvrage.

Au cas où le titulaire, dûment convoqué, n'assisterait pas à cet état des lieux, il serait réputé l'accepter sans réserve et ne pourrait porter aucune réclamation ultérieure fondée sur ce document.

Dégradations sur existant

Le titulaire prend soin de faire constater par un représentant du maître d'ouvrage les dégradations et l'état de l'existant avant son intervention dans une zone.

En cas de constat de dégradation, à tout moment du chantier, le représentant du maître d'ouvrage désigne sans recours possible de celui-ci le responsable de cette dégradation en fonction des données dont il dispose. Les frais de réparation sont imputés au responsable.

Occupation temporaire du domaine public ou privé

Les autorisations d'occupation temporaire du domaine public, les permissions de voirie doivent être demandées par le titulaire à l'autorité compétente et les indemnités sont à la charge de l'entrepreneur.

Le conducteur d'opération doit être tenu informé du dépôt et des différentes phases d'instruction de chacune des demandes d'autorisation.

Dégradations causées aux voies publiques

Les contributions ou réparations dues pour des dégradations causées aux voies publiques sont à la charge du titulaire.

Coordination d'intervention

Toute intervention sur des réseaux existants, ou des installations existantes devra faire l'objet d'un mode opératoire qui sera approuvé par les services techniques de l'établissement concerné. Toutes les mesures conservatoires ou provisoires nécessaires à la continuité de service seront à prévoir.

Les conditions de réalisation des prestations permettant un maintien de l'activité indispensable à la continuité des soins seront précisées par les titulaires au titre de chaque lot.

Les accès au site seront réglementés ainsi que les déplacements intérieurs. Le stockage des matériels et détritux sera organisé en accord avec le maître d'ouvrage. Les camions de chantier seront garés au niveau du quai logistique. Les titulaires devront respecter le cheminement indiqué par les services techniques du site.

Le titulaire devra proposer une organisation des opérations ne perturbant pas les activités du site.

Les titulaires devront se rapprocher du PC sécurité en début et fin de journée pour demander la désactivation des têtes incendies.

Stockage des matériaux et matériels

L'emplacement et le contenu de toutes les zones de stockage devront être approuvés par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage et le coordonnateur SPS. Les bâtiments existants et en construction ne pourront servir de lieux de stockage ou d'ateliers, sauf dérogation expresse du projet d'installations de chantier ou du maître d'œuvre. Pour tout stockage en intérieur, les charges supportées par les planchers et les supports devront être strictement respectées.

Protections travaux

Afin d'isoler les zones de travaux et de limiter les nuisances, un cloisonnement étanche sera mis en place dès le début des travaux et ne sera retiré qu'à leur achèvement complet. Ce cloisonnement sera réalisé de manière à empêcher toute dispersion de poussière.

Un sas équipé d'un tapis antistatique sera installé à l'entrée de la zone de chantier. Ces protections seront **mises en œuvre par le lot 2 pour les opérations ayant lieux dans le Bâtiment D**. Tout défaut d'étanchéité du cloisonnement sera immédiatement corrigé. Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'imposer toute mesure complémentaire jugée nécessaire pour réduire les nuisances (bruits, vibrations, poussières, etc.).

L'entrepreneur utilisera le matériel le plus silencieux possible, et prendra les dispositions pour limiter le risque aspergillaire (aspiration des poussières, linge humide au sol, humidification des gravats ...).

A cet effet, il sera également adressé, à chacun des intervenants, la fiche d'évaluation des risques issue du CPIAS afin de prévenir tout risque de contamination lors de chacune des phases de l'opération. Ce document devra être signé par chacun des titulaires et les consignes devront être rigoureusement respectées.

Il sera préféré aux outils à chocs, des matériels de sciage ou de carottage ; le chiffrage devra tenir compte de ces conditions.

Nettoyage de chantier et remise en état des lieux

Les gravats seront collectés dans des sacs fermés et placés puis déposés dans un bac fermé afin d'être acheminé vers les extérieurs. Ce bac sera tenu propre en toutes circonstances. L'entreprise devra élaborer avec l'établissement un plan d'évacuation des déchets et gravats, incluant le transport vers une décharge agréée pour le tri sélectif. Les coûts liés à cette évacuation seront intégrés à l'offre de l'entreprise.

Des mesures seront prises pour limiter la dispersion des poussières lors du chargement des bennes (bâchage). L'entreprise sera responsable du nettoyage régulier des abords des bennes et des zones de

passage, conformément aux recommandations du service hygiène. À défaut d'exécution par l'entreprise, le maître d'œuvre pourra faire appel à un tiers et en refacturer les frais.

En fin de chantier, toutes les installations, équipements et déchets devront être retirés et les lieux remis en état.

3.6 Finitions et protections des ouvrages

Chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue de veiller à la protection et à la conservation de ses ouvrages dès leur mise en œuvre et ce, jusqu'à la réception définitive des travaux. Cette obligation inclut notamment la mise en place de mesures préventives pour protéger les matériaux et équipements contre les risques de détérioration, tels que les intempéries, les chocs, le vol ou tout autre facteur susceptible de les endommager. Les entreprises devront également s'assurer de la propreté et du bon fonctionnement de leurs ouvrages au moment de la réception.

En cas de constatation de dégradations survenant pendant la phase des travaux, l'entreprise responsable de ces ouvrages sera tenue de les réparer à ses propres frais et dans les meilleurs délais. Cette obligation de réparation s'applique même si les travaux de remise en état sont réalisés pendant la période de chantier.

3.7 Alimentation de chantier

Le Maître d'Ouvrage fournira l'eau et l'électricité.

Le lot 1 réalisera le branchement en eau pour les besoins de test d'étanchéité des ouvrages nouvellement réalisés.

S'agissant de l'eau pour les besoins des autres lots, il sera privilégié l'usage des robinets extérieurs.

3.8 Horaires et intervention sur réseau électrique

Les horaires de travail, de livraison et les modalités d'intervention sur le chantier feront l'objet d'un planning détaillé établi en accord avec la maîtrise d'ouvrage. Ce planning tiendra compte des contraintes spécifiques du chantier, notamment en ce qui concerne les travaux en milieu sensible ou générateurs de nuisances. Les entreprises devront informer le maître d'ouvrage au moins une semaine à l'avance de toute intervention sur les réseaux, afin de permettre la mise en œuvre des mesures de sécurité nécessaires.

Afin de respecter les contraintes des services du Pôle de Santé, il sera demandé aux entreprises d'intervenir en horaire décalés.

3.9 Réception et acceptation des supports

Avant le démarrage de ses travaux, chaque entreprise est tenue de procéder à la réception des supports sur lesquels elle doit intervenir. Cette réception doit faire l'objet d'un procès-verbal détaillé mentionnant l'état des lieux et les éventuelles réserves. En l'absence de cette formalité, l'entreprise sera réputée avoir accepté les supports dans l'état où elle les a trouvés et sera seule responsable des conséquences de tout défaut non signalé.

En cas de constat de défauts sur les supports, l'entreprise devra en informer immédiatement le maître d'œuvre par écrit, en précisant la nature et l'étendue des anomalies constatées. Le maître d'œuvre, après avoir vérifié la pertinence des réserves émises, décidera des mesures correctives à mettre en œuvre. Les travaux complémentaires nécessaires pour remettre les supports en état seront à la charge de l'entreprise responsable des défauts initiaux, sauf convention contraire expressément stipulée.

4. FIN DE CHANTIER

4.1 Organisme de contrôle

Avant la mise en service, l'installation fera l'objet d'un contrôle de conformité par un organisme tiers indépendant. L'entreprise devra remettre à cet organisme un dossier complet comprenant le DOE et les résultats des autocontrôles réalisés. Elle mettra à disposition son personnel et les moyens nécessaires pour faciliter les vérifications. Tous les travaux de mise en conformité demandés par l'organisme de contrôle devront être réalisés par l'entreprise à ses frais et sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

4.2 Réception des travaux

L'établissement procédera aux opérations préalables à la réception des travaux. Pour ce faire, l'entreprise devra, au préalable, informer par mail que ses travaux sont terminés et qu'ils ont fait l'objet avec succès de tous les essais et autocontrôles. L'établissement programmera alors, les dates des essais nécessaires aux opérations préalables de réception.

L'entreprise devra obligatoirement y assister pendant tout le temps où cela sera nécessaire.

Toutes les réserves pouvant être formulées feront l'objet d'un compte rendu réalisé par le maître d'ouvrage et devront être levées conformément aux délais contractuels.

Après constatation de la levée de ces réserves, l'établissement pourra prononcer la réception des travaux, sans réserve.

Cette date de réception sera le départ des garanties contractuelles de l'entreprise et du matériel.

4.3 Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Au plus tard le jour de la réception des travaux, le titulaire sera tenu de remettre au maître d'ouvrage son Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE). L'absence de ce dossier complet le jour de la réception des travaux entraînera son report et l'application des pénalités de retard prévues au CCAP.

Le dossier DOE devra contenir :

- Une note décrivant les travaux, réalisés avec leurs caractéristiques techniques,
- Les plans et détails d'exécution des ouvrages à partir des plans fournis par les services techniques,
- Les fiches techniques
- Le procès-verbal de réaction au feu des matériaux,
- Les documentations techniques permettant d'attester des performances techniques, les certificats et les PV ou labels exigés dans les fiches d'opérations standardisées,
- Les notices d'exploitation et d'entretien (2 exemplaires).
- Fiches des essais – documents COPREC
- Notes de calcul

L'ensemble de ces documents seront clairement organisés incluant un sommaire identifiant chacune des pièces ou documents référencés.

Dans les DOE, seront rigoureusement mentionnées les références strictement employées dans le cadre de cette opération.

Le DOE devra être fourni en deux exemplaires en format papier et deux exemplaires en format numérique (pdf et dwg).